

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 19 (1969)

Heft: 4

Buchbesprechung: L'Ancien Régime, tome I: La société [Pierre Goubert]

Autor: Pithon, Rémy

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

qui divisent encore très fortement historiens et sociologues, et de présenter un certain nombre d'exemples. M. Mousnier a choisi de passer rapidement sur les stratifications en classes ou en castes, ou encore sur les formes intermédiaires, pour tenter une typologie et une théorie générales des sociétés d'ordres. Il distingue, parmi d'autres, les sociétés d'ordres de type militaire (France des XVI^e et XVII^e siècles), de type administratif (Chine mandarinale), de type théocratique (Rome au XVIII^e siècle, Tibet), de type «liturgique» (Moscou avant Pierre le Grand), de type «philosophique» (les Jacobins, les fascistes, les nazis, les premiers bolchéviques), de type technocratique (en voie de constitution).

On voit, à lire l'énumération qui précède, à quel point l'entreprise est délicate: comment classer et analyser des systèmes sociaux aussi divers sans les simplifier trop, et sans céder à la tentation de faire correspondre la réalité à la théorie? Certains chapitres nous semblent parfaitement documentés et convaincants; ceux bien sûr qui sont consacrés aux sujets dont M. Mousnier est un spécialiste incontesté. D'autres mériteraient une discussion serrée, que l'auteur n'a pu entreprendre dans un précis de cette nature (nous sommes sûr qu'il l'eût fait dans une publication d'un autre type, connaissant par ses travaux scientifiques sa grande probité d'historien) et qu'il serait donc oiseux d'engager dans un compte-rendu. D'ailleurs si nous formulons des réserves sur l'interprétation de la stratification sociale esquissée par le régime mussolinien ou hitlérien, nous n'avons pas les compétences nécessaires pour discuter les vues sur la société moscovite au XVII^e siècle ou la société tibétaine! Tout au plus relèverons-nous un lapsus (à propos des technocrates): «Au lendemain de l'échec du Front populaire, Coutrot exprima ses idées dans *L'Humanisme économique*, livre qui devint la Bible d'«X-crise» (p. 174). Le rôle de Coutrot dans le groupe «X-Crise» est notoire, mais son livre a paru au Centre Polytechnicien d'études économiques en 1936, donc en pleine expérience, et non après l'échec du Front populaire.

Le livre est muni d'un index et de quelques références bibliographiques utiles. On suivra avec intérêt le développement de la collection.

Lausanne

Rémy Pithon

PIERRE GOUBERT, *L'Ancien Régime*, tome I: *La société*. Paris, Armand Colin, 1969. In-8°, 271 p. (*Collection U*).

Destinée essentiellement aux étudiants de l'enseignement supérieur, la collection *U* compte déjà, pour l'histoire moderne, quelques volumes remarquables, dignes d'être utilisés et médités aussi par l'historien spécialisé. M. Pierre Goubert vient d'y publier le premier tome, consacré à la société, d'une étude d'ensemble de l'Ancien Régime; dans un second tome il s'attachera essentiellement à l'Etat.

La présentation des problèmes principaux est, disons-le tout net, remar-

quable. Assez précise pour éviter les simplifications scolaires, assez sommaire pour être utilisable d'emblée. Les aspects nouvellement étudiés de l'époque occupent la place qu'ils méritent, notamment la démographie d'Ancien Régime. Les problèmes difficiles sont abordés avec une grande clarté, par exemple celui de la signification exacte de la notion de seigneurie ou celui de la circulation monétaire. Tout schématisme est absent, et l'auteur n'hésite pas à affirmer – et combien il a raison ! – que « la méthode de Descartes ... est l'antithèse probable de l'Ancien Régime » (p. 6) ou même que « le propre de l'Ancien Régime, c'est la confusion » (p. 22). Le souci de ne pas s'embarquer dans les discussions théoriques est parfaitement légitime, vu la destination du livre. Ainsi M. Goubert renvoie dos à dos, avec quelque superbe, les historiens qui interprètent les relations sociales de l'Ancien Régime, et en particulier les notions de féodalité et de bourgeoisie, à la manière « historico-sociologique » ou à la manière marxiste ; M. Mousnier est à peine nommé (p. 242), M. Porchnev pas du tout. Mais il faut tout de même relever ceci : remarquer que les contemporains confondaient allègrement seigneurie et féodalité, droits féodaux et droits seigneuriaux témoigne d'une connaissance exacte des faits et de l'histoire des idées ou des structures mentales, mais n'aide guère à comprendre quelles forces profondes ont bousculé cette société. Le débat pourrait, sur ce terrain, aller très loin !

« La polémique n'a aucune place dans le présent ouvrage » (p. 242), et c'est bien ainsi. Mais alors, pourquoi cette remarque sur « les < bourgeois conquérants > dont ont glosé quelques historiens pressés » (p. 223) ? Il est peut-être exact que, pour la période qui précède 1770, « le bilan de l'« histoire économique quantitative » est nul » (p. 54) ; mais est-il suffisant de l'affirmer ? Surtout si, par la suite, on évalue telle production en pourcent du produit national brut, un taux global d'expansion, etc... (p. 59). Il est vrai que ces évaluations se fondent essentiellement sur une étude régionale, comme celle – si remarquable – que M. Goubert a consacrée à Beauvais. Mais enfin, on ne peut à la fois rejeter les recherches et utiliser les résultats : n'y a-t-il pas quelque danger d'anachronisme à utiliser, pour la fin de l'Ancien Régime, la notion rostoquienne de décollage (« take off ») ? (p. 44, 59, etc...) Il y a gros à parier que les contemporains n'en avaient pas conscience... Or l'hypothèse est passionnante en soi.

Le livre a dû être écrit très hâtivement, ou dans des circonstances malcommodes (M. Goubert enseignait à Nanterre...), ce qui explique des redites, une répartition peu pratique des matières, notamment dans le chapitre sur les villes. Mais ce défaut n'affecte pas l'essentiel, ni l'excellente bibliographie, que viennent éclairer des textes et documents judicieusement choisis. Un livre neuf et vivifiant donc, riche de renseignements et de suggestions, comme celle-ci, qui le conclut pratiquement : « faut-il réinterpréter la Révolution en termes de conflits de générations ? » (p. 256). Il s'agit, bien sûr, de la révolution de 1789...

Lausanne

Rémy Pithon